

« Ce nouveau capitalisme se développe sur les ruines d'un système qui imprègne toujours la société cubaine. Le peuple ressent à peine les réformes. Son quotidien communiste est resté le même... Pour beaucoup, il a empiré ».

Car si les soins médicaux sont toujours gratuits et si le carnet de rationnement (la *libreta*) permet de survivre, les programmes d'assistanat mis en place par Fidel disparaissent peu à peu.

Et qu'en est-il de la dictature politique? A-t-elle été adoucie?

Quelque peu: depuis 2012, les Cubains peuvent quitter librement le pays avec un passeport. Mais là encore, en théorie, car il leur faut un visa du pays où ils veulent se rendre et celui-ci est très difficile à obtenir et très cher.

Le quadrillage policier n'a pas vraiment diminué. Si les téléphones portables se sont multipliés, l'accès à Internet reste extrêmement limité. « Les libertés individuelles ne progressent qu'au compte-gouttes » écrit l'auteur. Quant à l'enthousiasme révolutionnaire, il a singulièrement décliné: le terme « camarade » a disparu, beaucoup de Cubains n'assistent plus aux cérémonies nationales. La jeunesse ne s'intéresse pas à la politique.

Un livre un peu brouillon, pas toujours bien organisé, qui n'a pas dû être relu par un correcteur si l'on en croit les fautes d'orthographe et surtout les centaines de fautes de majuscules (trois ou quatre par page, c'est vraiment trop), mais qui a le mérite d'être vivant, agréable à lire et de nous plonger au cœur de la réalité cubaine.

Viktor Khrapounov

Nazarbaev votre ami le dictateur



Nazarbaev, votre ami le dictateur

de Viktor Khrapounov,
traduction de Galia Ackerman

Éditions du Moment, 2013, 242 p., 18,50 €

par Florence Grandsenne

LA PLUPART DES RÉPUBLIQUES de l'ex-Union soviétique, y compris la Russie, ont, depuis la chute du communisme, évolué de façon similaire. Faute d'institutions réellement démocratiques et solidement

ancrées, les jeunes dirigeants qui avaient accédé au pouvoir dans ces pays après leur indépendance sont devenus de vieux autocrates qui se cramponnent à leur poste en maniant la fraude électorale.

Nous avons vu le cas du président de Biélorussie Alexandre Loukachenko¹. Cette fois-ci, il s'agit de celui du Kazakhstan, Noursoultan Nazarbaev, à la tête du pays depuis 1991.

L'originalité de cet ouvrage tient à ce qu'il a été écrit, non par un dissident, mais par un homme qui a occupé aux côtés de Nazarbaev, et pendant de longues années, des charges importantes. Ministre de l'Énergie, puis maire d'Almaty (l'ancienne capitale Alma-Ata), gouverneur du Kazakhstan-Est, enfin ministre aux Situations d'urgence, Viktor Khrapounov fut donc aux premières loges pour assister à la mainmise de Nazarbaev sur le pays, ce qui, affirme-t-il, le choqua de plus en plus. Devenu « un obstacle à la rapacité de Nazarbaev et de sa famille » et craignant pour sa sécurité, il s'exila en 2007 en Suisse où il vit actuellement.

Khrapounov fait partie de la minorité russe implantée au Kazakhstan. Celle-ci y est présente depuis le ^{xviii} siècle, mais la famille de l'auteur ne s'y est installée qu'au début du siècle précédent. Il profite de son récit personnel pour rappeler l'histoire agitée et douloureuse de ce pays, bien maltraité par Staline.

Le Kazakhstan fut en effet victime, comme l'Ukraine, de la politique de famine artificielle menée par Staline dans les années 1930 contre la population : ainsi, au premier million de morts de faim de 1919-1932 s'ajoutèrent ceux du début des années 1930, un million et demi. Par ailleurs, Staline, qui voulait absolument éviter l'existence de républiques mono-ethniques, procéda en Asie centrale comme ailleurs à un certain nombre de remaniements territoriaux, regroupant des peuples souvent hostiles les uns aux autres. Puis, afin de diluer encore la population locale, il y envoya après 1936 des millions de déportés, venant de toute l'Urss qui furent abandonnés à leur sort sans nourriture ni logement : la moitié mourut. La région servit aussi d'annexe du Goulag sibérien². Enfin, la politique de russification réduisit la spécificité culturelle du pays.

Khrouchtchev continua cette stratégie dans les années 1960. Il modifia de nouveau les frontières et fit venir environ un million de Slaves dans la région pour sa fameuse politique de mise en valeur des « terres vierges » – qui fut d'ailleurs un échec. Ainsi, les Kazakhs devinrent minoritaires dans leur propre pays.

Enfin l'auteur insiste sur le terrible coût écologique de l'héritage soviétique. Le Kazakhstan en effet a un sous-sol extrêmement riche : hydrocarbures, uranium, zinc, titane... De nombreux sites militaires y furent implantés : « En quelques années, écrit-il, mon pays devint une annexe livrant des matières premières au gigantesque complexe militaro-industriel soviétique. » Parallèlement, Moscou ordonna de faire de la culture du coton, composante essentielle du combustible des fusées, une monoculture intensive qui détruisit une partie des terres.

1. Valeri KARBALEVITCH, *Le Satrape de Biélorussie*, Bourin Éditeur, 2012. Voir compte rendu dans notre numéro 51.

2. Rappelons que Margarete Buber-Neumann a connu les camps au Kazakhstan, contrairement à ce que laisse entendre le titre de l'édition française d'une partie de ses mémoires, *Déportée en Sibérie*.

Le récit par l'auteur de la vie de sa famille et de la sienne, même s'il n'éclaire pas le sujet, est intéressant, comme toutes les autres biographies, car il montre l'influence des événements historiques sur les vies d'alors : « Un grand-père parti en émigration, un autre grand-père fusillé, un père emprisonné pendant les purges, quoi de plus ordinaire et banal dans l'histoire tragique des familles soviétiques? ».

L'auteur, qui passa toute son enfance et sa jeunesse à Almaty, fit des études technologiques très brillantes, qui lui valurent en 1985 d'être nommé ingénieur en chef des réseaux de la ville. L'efficacité de son travail fut remarquée : il devint en 1986 maire d'un des arrondissements de la ville.

Son ascension se fit donc à l'époque de la perestroïka de Gorbatchev. Celle de Noursoultan Nazarbaev aussi. Celui-ci, pourtant peu diplômé, avait été remarqué par Brejnev et était devenu en 1979 secrétaire du Comité central du PC du Kazakhstan. En 1986, il fut chargé par Gorbatchev de l'aider à se débarrasser de Dinmoukhamed Kounaev, qui dirigeait le Kazakhstan depuis 22 ans, en lançant contre lui une critique publique. La manœuvre réussit : Kounaev dut démissionner, et fut remplacé par Gennadi Kolbine, qui dirigea le pays jusqu'en 1989, tandis que Nazarbaev était nommé Premier ministre. Lorsqu'en 1989 fut réuni le Congrès des députés du peuple, pour l'élection duquel les candidats indépendants purent se présenter à côté des candidats du PC, Nazarbaev, perçu alors comme un démocrate et un réformateur, fut élu député. Puis en mai le Comité central le choisit comme Premier secrétaire du PC du Kazakhstan.

Enfin en 1990, en même temps que Gorbatchev devenait président de l'URSS, Nazarbaev fut élu président du Kazakhstan par le Soviet suprême de la République.

La chute de l'URSS déclencha une vague d'enthousiasme au Kazakhstan. La rénovation de la vie politique permit à Nazarbaev de développer sa popularité. En octobre 1990, le Kazakhstan devint souverain, et Nazarbaev chef de l'exécutif. Il s'entoura d'un cercle de fidèles, son « équipe de courtisans » selon l'auteur qui considère que c'est dès ce moment-là que Nazarbaev mit en place les bases de sa future autocratie.

Bases politiques tout d'abord : « Il supprima les organes de contrôle existants, ouvrant ainsi la voie aux pires abus, et fusionna l'appareil de gouvernement avec l'appareil présidentiel ».

Bases économiques aussi : dès 1990, il créa un Conseil économique et social – dont il prit la direction – censé élaborer un programme permettant de passer à l'économie de marché.

Le 1^{er} décembre 1991, le Kazakhstan élitait pour la première fois son Président au suffrage universel. Seul candidat, Nazarbaev obtint 99 % des voix. Le 16 décembre, l'indépendance du Kazakhstan fut proclamée.

Nazarbaev bénéficiait alors d'un réel soutien populaire. Quelle en était l'origine ? Il faut rappeler que la fin du communisme avait entraîné le départ de centaines de milliers de personnes. De Russes tout d'abord, rentrant en Russie, mais aussi d'Ukrainiens, rentrant en

Ukraine, de Juifs partant pour Israël... Nazarbaev promut alors l'idée nationale, joua la carte «anti-russe» et encouragea le retour des Kazakhs exilés. Ces *oralmany* («ceux qui rentrent») venaient de Chine, de Mongolie, d'Ouzbekistan, d'Iran... C'étaient des populations pauvres et peu éduquées, dépendant totalement du pouvoir pour leur survie, qui devinrent des alliés pour la nouvelle direction. La situation démographique du pays fut transformée: les Kazakhs, jusqu'alors en minorité (30 % de la population en 1959), redevinrent majoritaires.

L'évolution du Kazakhstan après 1991 fut marquée par deux caractéristiques bien peu originales: l'accroissement du pouvoir personnel de Nazarbaev et le développement de la corruption.

L'auteur montre que le nouveau chef d'État très rapidement renforça ce que Poutine nomme «la verticale du pouvoir». Dès 1992, il réduisit les pouvoirs des organes locaux élus, et créa la fonction de «chef d'administration régionale». Ces «chefs» étaient évidemment nommés par Nazarbaev lui-même. Ainsi, toutes les fonctions exécutives passèrent sous son contrôle.

Il fit tout pour supprimer les contre-pouvoirs. C'est ainsi qu'il s'attaqua très tôt au Soviet suprême (le Parlement en fait) et réussit à obtenir la démission des parlementaires. Viktor Khrapounov coopéra à cette action, qui lui semblait nécessaire car beaucoup de ces parlementaires étaient d'anciens cadres de l'époque soviétique qui freinaient la démocratisation. Mais quelques décennies plus tard, il regrette d'avoir participé à cette opération. «En quelque sorte et malgré nous, nous avons nous-mêmes œuvré pour transformer le Kazakhstan en pays autoritaire».

Cette dérive autoritaire résulta aussi du changement de constitution. La première, votée en 1993, attribuait d'importantes prérogatives au Soviet suprême, qui bénéficiait de la totalité du pouvoir législatif et devait valider les décisions du Président. De plus, la Constitution stipulait que le Président ne pouvait bénéficier que de deux mandats de cinq ans. Mais très vite, Nazarbaev voulut étendre son pouvoir. Il organisa en 1995 un référendum qui permit l'adoption d'une nouvelle constitution. La limitation du pouvoir présidentiel à deux mandats était abolie. Un Sénat fut créé à côté de l'Assemblée nationale, dont une partie des membres était nommée par le Président. Celui-ci nommait aussi à toutes les fonctions importantes: ministres, ambassadeurs, gouverneurs des régions, président de la banque centrale... Enfin, il pouvait légiférer par décret. «Il ne restait désormais à Noursoultan Nazarbaev qu'à placer ses hommes à tous les niveaux pour consolider son pouvoir.»

Il fut réélu en 1999 avec 81 % des voix (11,9 au leader communiste Abdiline); en 2005 il en obtint 90%, puis 95,5 % en 2011. Bien évidemment, la fraude a joué un rôle décisif dans ces résultats fabuleux.

Le mode de transition économique choisi, copié sur celui de la Russie, facilita l'installation rapide de la corruption.

L'auteur donne un certain nombre d'exemples de la mainmise par Nazarbaev sur l'économie du pays. Ainsi, durant la première année du nouveau régime, face aux énormes difficultés provoquées par les débuts de la transition, le gouvernement attribua à «des personnes de confiance» la possibilité de vendre des matières premières à l'étranger afin de nourrir la population. Ce furent les proches de Nazarbaev qui bénéficièrent de cette manne.

Puis ce furent les privatisations. Khrapounov est formel : «[...] Je suis en mesure d'affirmer que, au cours de la période précédant la privatisation, la direction du pays a volontairement agi de manière à dévaloriser les actifs industriels et agricoles du Kazakhstan afin de s'en emparer par la suite à peu de frais.»

La première vague de privatisations fut organisée par le conseiller économique de Nazarbaev, le docteur Chan Young Bang – un Chinois d'origine sud-coréenne – qui s'inspira du modèle appliqué en Russie par Anatoli Tchoubaïs. Les Kazakhs furent floués par la distribution de *PK* (bons de privatisation et d'investissement) de la même façon que les Russes l'avaient été par celle des *vouchers*.

La seconde vague de privatisations concerna les grandes entreprises de l'industrie lourde. Khrapounov, devenu ministre de l'Énergie, eut vent ou même parfois assista au pillage des ressources du pays. Il montre comment le Président organisa le transfert de ces entreprises à des sociétés affiliées à sa famille ou lui ayant versé d'énormes pots-de-vin lors des appels d'offres.

Cette mainmise sur les biens du pays visait évidemment l'enrichissement du Président et de sa famille, mais avait aussi une fonction politique. Car Nazarbaev s'empara aussi des médias. Leila, la future femme de Khrapounov, qui avait créé une compagnie de télévision privée, subit toutes sortes de pressions afin qu'elle en cède la direction à Dariga, la propre fille de Nazarbaev ! Celle-ci aussitôt privatisa la compagnie, qui devint une officine de propagande du régime. «Aujourd'hui, 99 % des médias se trouvent entre les mains de la famille Nazarbaev». Car le Président fait largement profiter sa famille des avantages du pouvoir. L'auteur fait référence au frère, Bolat, et surtout aux filles aînées du président, Dariga et Dinara, ainsi qu'à leurs maris. Mais les choses parfois tournent mal : ainsi l'ex-mari de Dariga, Rakhat Aliev, fâché avec son beau-père et exilé, a publié en 2009 l'ouvrage *Parrain par alliance*, dans lequel il dévoile la corruption organisée par le Président !

Autre révélation comique : pour se débarrasser de l'opposant Kajeghedine, Nazarbaev ordonna au KNB une enquête sur les comptes privés que celui-ci aurait eu en Suisse. Le KNB ne trouva rien pour Kajeghedine, mais trouva un compte privé du Président lui-même de 84 millions de francs suisses. Une petite partie seulement du magot du Président, selon l'auteur. La rumeur circula et inquiéta suffisamment le Président pour qu'il fasse voter en 2000 une loi lui garantissant l'immunité judiciaire à vie !

La dictature va plus loin puisque Nazarbaev utilise toutes sortes de stratégies pour empêcher l'apparition d'une opposition, y compris, selon l'auteur qui cite trois victimes, des assassinats.

Bien évidemment, il est difficile au lecteur de faire totalement confiance à un auteur qui a partagé le pouvoir avec le président Nazarbaev pendant des années. Néanmoins, le souci de l'efficacité technique dont celui-ci fait preuve tout au long de l'ouvrage, le programme qu'il propose pour permettre au Kazakhstan « de passer d'une dictature aux relents féodaux à une démocratie de type européen » plaident en faveur de sa sincérité.

Au delà de l'éventuelle entreprise blanchiment de carrière que peut représenter l'ouvrage, il faut lui reconnaître l'intérêt qu'il représente pour une meilleure connaissance de la région. La situation du Kazakhstan résume en effet celle des ex-Républiques soviétiques³⁾ : des régimes autocratiques où règne le culte de la personnalité en faveur de chefs d'État sans cesse réélus, qui s'appuient sur des clans et piochent allègrement dans les ressources du pays, États dans lesquelles les oppositions sont embryonnaires et les droits de l'Homme ignorés. Comme l'expliquent Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse⁴⁾, qui ont analysé l'ensemble des États de l'Asie centrale, les dirigeants, issus des institutions communistes, « ont tous joué la carte du despotisme éclairé, présentant leur autoritarisme comme un paternalisme nécessaire à la jeunesse de leur État et à la prétendue immaturité du peuple vis-à-vis de la démocratie ».

La société kazakh, comme celle des autres républiques, ne s'est jamais investie dans la sphère publique. Elle reste sous tutelle et, face à la répression, aucun contre-pouvoir ne réussit à émerger. Décidément, ici comme ailleurs, l'héritage soviétique est bien lourd.

3. Sauf le Kirghizistan, où la révolution de 2010 a mis en place un régime parlementaire.

4. Marlène LARUELLE et Sébastien PEYROUSE, *Asie centrale, la dérive autoritaire. Cinq républiques entre héritage soviétique, dictature et islam*, Ed. CERI Asiecentrisme, 2006.

